

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 794 / Juin 2024

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} TRIMESTRE 2024

L'économie martiniquaise montre des signes de ralentissement

Au premier trimestre 2024, le climat des affaires s'établit à 100,9, en baisse de 2,7 points par rapport au trimestre précédent, soit un niveau proche de sa moyenne de long terme (100). Les chefs d'entreprises constatent notamment un recul de leur niveau d'activité.

Le contexte inflationniste est toujours prégnant et pèse sur la consommation des ménages dont l'évolution est contrastée. Le marché du travail montre des signes d'essoufflement, et les soldes d'opinions sur les effectifs se sont significativement dégradés ce trimestre.

Les tensions sur la trésorerie sont toujours perceptibles et les défaillances d'entreprises sont en hausse de près d'un tiers à fin mars (en glissement annuel). Pour autant, les prévisions d'investissement sont toujours très bien orientées.

Le climat des affaires marque le pas

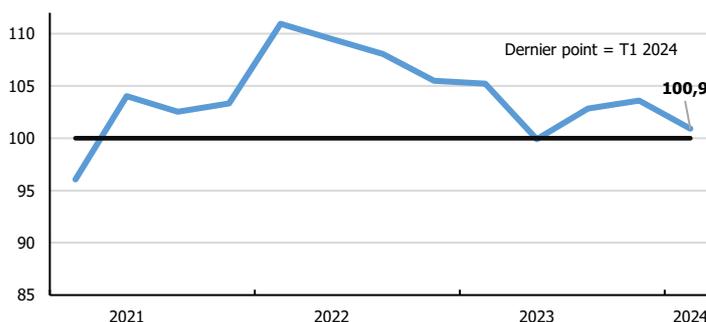
Après un dernier semestre 2023 où l'économie martiniquaise s'est montrée résiliente, l'indicateur du climat des affaires fléchit à 100,9 (en recul de -2,7 points), évoluant ainsi à un niveau très proche de sa moyenne de long terme. Cette baisse s'explique intégralement par la composante « passé » (trimestre écoulé), alors que la composante « futur » (prochain trimestre) progresse légèrement, ce qui traduit un ralentissement de l'économie au 1^{er} trimestre.

L'activité au premier trimestre est en recul et contribue à la baisse de l'ICA. Les anticipations pour le prochain trimestre sont légèrement défavorables. L'évolution des soldes d'opinion sur les effectifs, bien orientés ces derniers trimestres, marque une vraie rupture ; les chefs d'entreprises étant plus nombreux à déclarer une baisse des effectifs qu'une hausse. Les prévisions pour le prochain trimestre restent cependant favorables.

Les prix de vente connaissent une légère inflexion à la hausse et les investissements sont bien orientés.

En revanche, les indicateurs de liquidité (trésoreries, délais de paiement) restent dégradés et contribuent négativement à l'ICA ce trimestre.

Indicateur du climat des affaires
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

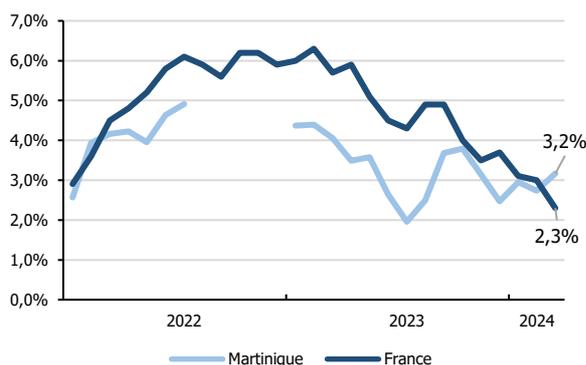
Les prix à la consommation continuent d'augmenter

Les prix à la consommation progressent de +1,3 % au premier trimestre de l'année 2024 par rapport au dernier trimestre 2023 (contre +0,9 % pour la France entière). Dans le détail, le prix de l'énergie croît de +4,6 %, le prix des services de +1,9 %, et celui des produits manufacturés de +0,5 %. Le prix de l'alimentation ne progresse pas ce trimestre. Selon l'enquête de conjoncture, la hausse des prix de vente connaît une inflexion. Les chefs d'entreprise sont plus nombreux que par le passé à déclarer une hausse des prix.

En variation annuelle, l'inflation est aussi marquée (+3,2 % sur 12 mois glissants à la fin du 1^{er} trimestre) et devient supérieure au niveau national (+2,3 %). Et cette tendance pourrait se poursuivre dans les prochains mois en raison d'un effet de stocks qui pourrait ralentir la décélération de l'inflation constatée dans l'Hexagone.

Le 1^{er} avril 2024, la Caisse des allocations familiales (CAF) a revalorisé de +4,6 % les montants de plusieurs allocations sociales ; sont notamment concernés le revenu de solidarité active (RSA) et l'allocation aux adultes handicapés (AAH).

Évolution de l'indice des prix à la consommation (en glissement annuel)



Source : INSEE

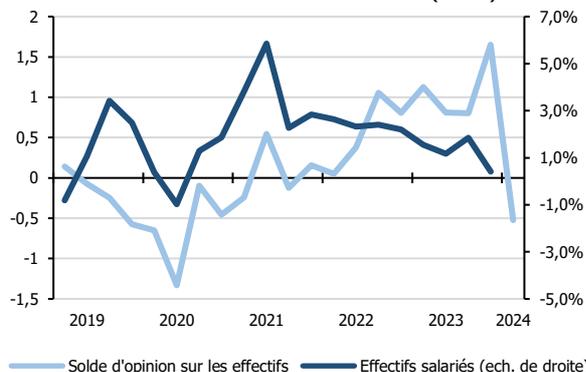
Le marché de l'emploi montre des signes d'essoufflement

Au quatrième trimestre 2023, les effectifs salariés sont en légère baisse (-0,7 % sur le trimestre, mais +0,2 % sur un an). L'enquête de conjoncture semble confirmer cette tendance sur le trimestre puisque le solde d'opinion sur les effectifs se dégrade.

Pour autant, au premier trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi (A, B, C) s'élève à 41 500 (CVS), en baisse de -0,6 % par rapport à fin décembre 2023 et de -5,7 % sur un an. Cette tendance s'explique par la baisse du nombre de demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans (-0,5 %) et par celle des plus de 50 ans (-1,1 %). Toutefois, le nombre de demandeurs d'emploi ayant moins de 25 ans est encore en légère augmentation sur le trimestre (+0,6 %). En 2023, le taux de chômage des 15/29 ans atteint 24 %, contre 13 % dans l'Hexagone.

France Travail a publié une étude sur les besoins de recrutement qui révèle que 14 000 intentions d'embauche ont été exprimées en 2024 par les entreprises martiniquaises¹, contre 11 400 en 2019.

Solde d'opinion sur les effectifs et évolution des effectifs salariés (en %)



Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, INSEE

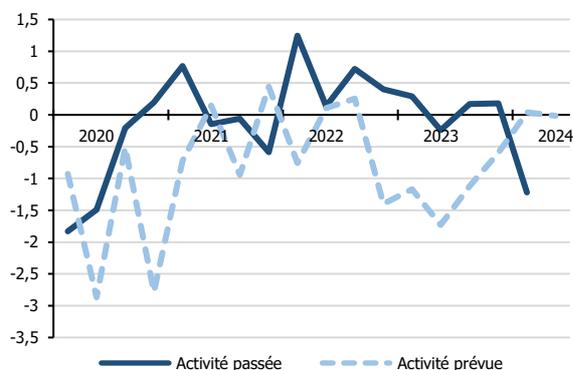
La consommation des ménages: une évolution contrastée

Le solde d'opinion sur le niveau d'activité dans le secteur commerce a basculé en territoire négatif ce trimestre (cf. graphique). Les importations de biens de consommation non durables (-1,3 %, CVS), et les immatriculations de véhicules particuliers (-10,7 %, CVS) sont en repli ce trimestre.

En revanche, les importations de biens de consommation durables (+1,9 %, CVS) progressent, tout comme les recettes de TVA et d'octroi de mer (+3,3 %, CVS et +5,1 %, CVS respectivement ce trimestre).

Le nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement (+1,7 %) et le nombre d'incidents de remboursement des crédits (+3,9 %) sont en progression sur le trimestre. Cependant, l'évolution des autres indicateurs de vulnérabilité des ménages est plutôt favorable. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-1,8 %), le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-4,3 %), et les retraits de cartes bancaires (-5,6 %) sont ainsi en baisse.

Solde d'opinion sur l'activité des entreprises du commerce



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

¹ <https://statistiques.pole-emploi.org/bmo/geo?fa=02&fb=972&le=0&nc=0&pp=2024&ss=1>

La dynamique d'investissement est toujours favorable

Les prévisions d'investissement restent très bien orientées ce trimestre. Près de la moitié des entreprises interrogées envisagent d'investir dans les douze prochains mois. Dans les secteurs des autres industries, de l'hôtellerie/tourisme, et du BTP, la tendance est prononcée. Dans les autres secteurs (agricole et industries agroalimentaires, commerce et services), les intentions d'investir tendent plutôt à se stabiliser.

Les importations de biens d'investissement progressent, +6,1 % (CVS) sur le trimestre et +6,0 % (CVS) sur un an, tout comme les immatriculations de véhicules utilitaires, +9,7 % (CVS) sur le trimestre et +10,9 % (CVS) sur un an.

En cumul sur douze mois, le nombre de défaillances d'entreprises s'établit à 435, contre 327 en mars 2023, soit +33,0 % en un an.

Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est en baisse ce trimestre (-2,3 %).

Au premier trimestre, selon l'enquête de conjoncture, environ 8 % des chefs d'entreprise craignent une défaillance dans les douze prochains mois, un taux équivalent au trimestre précédent.

Hors produits pétroliers, le déficit commercial se creuse

Les importations hors produits pétroliers progressent ce trimestre (+3,8 %). Cela s'explique par la hausse des importations de produits agroalimentaires (+0,7 %, CVS), de produits agricoles (+2,0 %, CVS), de matériels de transport (+9,0 %, CVS), et des autres produits industriels (+5,0 %, CVS). En revanche les importations de biens d'équipements mécaniques, matériel électrique et électronique diminuent ce trimestre (-2,2 %, CVS).

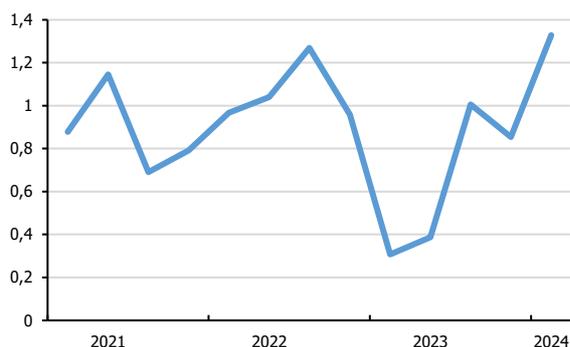
Les exportations hors produits pétroliers reculent quant à elles (-3,3 %, CVS). Les exportations de biens d'équipements mécaniques, matériel électrique et électronique sont en baisse (-8,0 %, CVS), alors que les exportations de produits agricoles (+6,9 %, CVS), des autres produits industriels (+4,9 %, CVS), et de produits agroalimentaires (+0,4 %, CVS) progressent.

Les exportations de produits pétroliers diminuent fortement ce trimestre (-72,8 %, CVS) alors que les importations de produits pétroliers sont stables (+0,2 %, CVS). Après avoir connu une baisse au dernier trimestre 2023, le prix du baril de Brent augmente depuis le début de l'année et s'établit à 89,9 \$ en avril (contre 80,1 \$ en janvier, soit +12,2 %).

De fait, les exportations totales sont en baisse (-34,7 %) alors que les importations totales progressent légèrement (+3,2 %).

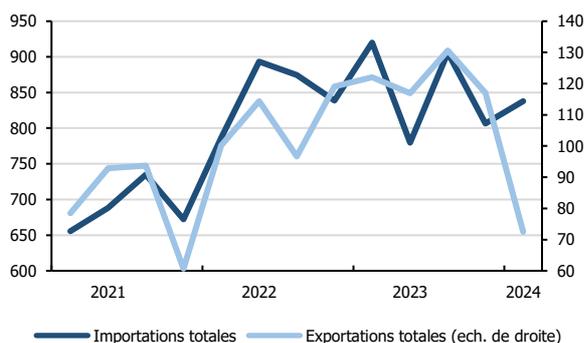
Le Parlement européen a adopté le projet de règlement révisé concernant les produits de construction tel que préconisé par le Comité interministériel des Outre-mer (CIOM) en juillet. Les entreprises pourront désormais importer des matériaux de construction plus adaptés aux caractéristiques locales qui dérogent au marquage « CE ». Ce projet sera élaboré courant 2024².

Solde d'opinion des prévisions d'investissement



Source: Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Échanges extérieurs (hors services)
(CVS, en millions d'euros)



— Importations totales — Exportations totales (ech. de droite)

² <https://www.outre-mer.gouv.fr/union-europeenne-permet-plusieurs-territoires-ultramarins-de-deroger-au-marquage-ce-pour-faciliter>

Un niveau d'activité en baisse dans une majorité de secteurs

Dans le secteur **agricole et des industries agroalimentaires**, l'activité se dégrade encore légèrement ce trimestre. Les différents soldes d'opinion restent assez mal orientés. Les charges d'exploitation, les trésoreries, et les délais de paiement se dégradent, mais moins que le trimestre précédent. En revanche, les effectifs se stabilisent et davantage d'entreprises ont augmenté leurs prix de vente. Les prévisions d'investissement sont assez stables. Les exportations de bananes sont en hausse de +6,4 % (CVS) par rapport au trimestre précédent. L'abattage total est en baisse de -4,0 % (CVS) sur le trimestre, dont -5,9 % (CVS) pour la filière bovine et -3,8 % (CVS) pour la filière porcine.

L'activité se tasse légèrement dans le secteur des **autres industries** au premier trimestre de l'année, après s'être stabilisée le trimestre précédent. Les charges d'exploitation progressent alors que les délais de paiement et les trésoreries évoluent défavorablement. Les entreprises prévoient tout de même d'investir ces prochains mois.

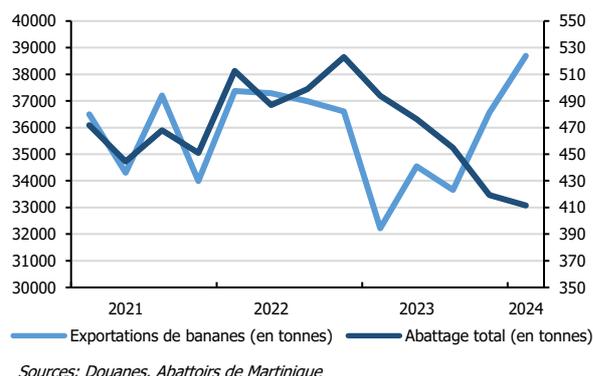
La situation est similaire dans le **secteur du commerce**. L'activité se dégrade fortement ce trimestre, après une période de stabilisation. Les charges d'exploitation, les délais de paiement, et la trésorerie se dégradent. Davantage d'entreprises déclarent avoir réduit leurs effectifs par rapport au trimestre précédent.

Concernant le **secteur de l'hôtellerie/tourisme**, le début d'année ne semble pas favorable non plus, avec un niveau d'activité en baisse et une dégradation de la trésorerie pour les entreprises du secteur. En revanche, les prévisions d'investissement sont bien orientées. Le nombre de passagers à l'aéroport (+6,9 %, CVS) ainsi que le nombre de vols commerciaux (+1,6 %, CVS) sont en hausse.

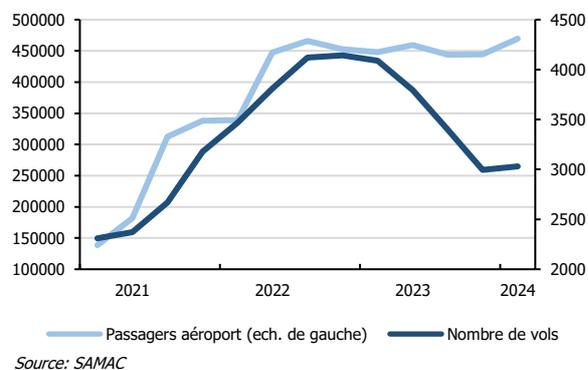
Dans le **secteur des services aux entreprises**, l'activité baisse légèrement. Les effectifs semblent se resserrer, et le solde d'opinion lié aux prévisions d'investissement se dégrade. Toutefois, s'agissant, des trésoreries et des délais de paiement, la situation paraît s'améliorer.

Enfin, dans le **secteur du BTP**, la situation est plus favorable ce trimestre par rapport au précédent, avec un niveau d'activité qui progresse. La liquidité des entreprises s'améliore légèrement avec un niveau de trésorerie qui se stabilise. Les prévisions d'investissement sont bien orientées. Toutefois, les effectifs sont en baisse. Les charges d'exploitation progressent et les délais de paiement se dégradent. Les ventes de ciment sont en recul ce trimestre (-5,5 %, CVS). Concernant la construction de logements, le nombre de logements autorisés atteint 2 600 en mars (en cumul sur douze mois), contre 2 200 en décembre 2023, soit +18,2 %, et le nombre de logements commencés s'établit à 1 700 en mars (en cumul sur douze mois), contre 2 000 en décembre 2023, soit -15,0 %.

Exportations de bananes et abattage total (CVS)



Passagers à l'aéroport et nombre de vols (CVS)



La conjoncture régionale et internationale

DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES PROMETTEUSES POUR LA CARAÏBE EN 2024

Dans son dernier rapport sur les perspectives économiques mondiales, publié le 16 avril 2024, le Fonds monétaire international (FMI) a ajusté à la hausse ses prévisions de croissance économique pour la Caraïbe en 2024, passant de 8,3 % en 2023 à 9,7 % en 2024.

Aux **Bahamas**, la croissance économique a atteint 2,6 % en 2023, retrouvant des niveaux comparables à ceux d'avant la pandémie. La Banque interaméricaine de Développement a approuvé une ligne de crédit de 60 millions USD pour soutenir les PME du secteur de l'économie bleue, renforçant ainsi les perspectives de croissance.

Malgré des défis économiques persistants, **Cuba** a investi 1,3 milliard USD en 2023 pour soutenir le secteur touristique, représentant plus d'un tiers des investissements totaux. Cela montre un engagement fort à stimuler une industrie clé pour l'économie. Western Union a également repris ses opérations d'envoi de fonds vers Cuba, ce qui pourrait faciliter les flux de devises.

Iles Turques et Caïques : l'archipel a connu une croissance économique impressionnante de 13,7 % en 2023, avec des perspectives optimistes pour 2024. Le gouvernement investit pour améliorer l'ordre et la sécurité, ce qui pourrait renforcer la stabilité et attirer davantage d'investissements.

En **République Dominicaine**, le taux d'activité du marché du travail a augmenté de 3,7 % en 2023, et les investissements directs étrangers ont atteint 4,4 milliards USD, selon l'Association des entreprises d'investissement étranger. Cette dynamique favorable est soutenue par une augmentation de 3,6 % des flux de devises étrangères.

À **Saint-Vincent et les Grenadines**, le FMI prévoit une croissance de 4,9 % en 2024 après des taux de 3,1 % en 2022 et 5,8 % en 2023. Malgré une économie dynamique, des défis tels que le chômage des jeunes et une dette publique élevée persistent.

Les perspectives économiques de la Caraïbe pour 2024 sont prometteuses grâce à une croissance mondiale modérée et un « atterrissage en douceur » de l'économie mondiale, réduisant l'inflation sans augmenter le chômage. Cette situation profite aux secteurs clés comme le tourisme et le commerce, et améliore le pouvoir d'achat des citoyens des Caraïbes. Cependant, la région reste exposée à certains risques, notamment la crise de la mer Rouge. Si cette crise s'aggrave, les bénéfices de la baisse de l'inflation pourraient être de courte durée. De plus, les résultats des élections aux États-Unis pourraient avoir un impact significatif sur les économies des Caraïbes en cas de changements de politique.

Sources : DG Trésor, FMI.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE RÉSISTE MALGRÉ DE NOMBREUSES INCERTITUDES

En 2023, la croissance économique mondiale s'est élevée à 3,2 % selon les estimations publiées par le FMI en avril 2024. L'économie mondiale a fait preuve de résilience malgré les perturbations de certaines chaînes d'approvisionnement, la persistance d'une inflation soutenue et le resserrement généralisé de la politique monétaire. L'inflation mondiale s'est ainsi élevée à 6,8 % en 2023 après un pic à 8,7 % en 2022. Pour les années 2024 et 2025, la hausse du PIB mondial devrait être identique à 2023 (+3,2 %) alors que l'inflation devrait continuer de ralentir (+5,9 % en 2024 et +4,5 % en 2025) selon le FMI. Plusieurs incertitudes pourraient toutefois entraîner une révision à la baisse de la prévision de PIB, notamment le risque d'une nouvelle flambée des prix des matières premières avec l'accroissement des tensions géopolitiques alors que l'inflation des services reste encore élevée.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2024, en glissement trimestriel, après une hausse de 0,8 % au quatrième trimestre 2023. Cette évolution reflète principalement un ralentissement de la demande intérieure (+0,7 % après +0,9 %) et une augmentation des importations (+1,8 %). Sur l'année 2024, le FMI anticipe une hausse du PIB de 2,7 %.

Dans la zone euro, l'activité économique a progressé de 0,3 % au premier trimestre 2024 après un recul de 0,1 % au trimestre précédent. Le taux d'inflation de la zone a continué de ralentir pour s'établir à 2,4 % à fin mars 2024. Un an auparavant, il atteignait 8,3 % dans la zone euro. Le taux de chômage reste pour sa part stable, à 6,5 %, soit un niveau sensiblement identique à celui enregistré un an auparavant (6,6 %). Selon les prévisions du FMI, le PIB pourrait croître de 0,8 % sur l'ensemble de l'année 2024.

D'après l'Insee, le PIB de la France a crû de 0,2 % après une hausse de 0,1 % au quatrième trimestre 2023. Cette évolution s'explique principalement par le rebond de l'investissement (+0,3 % après -0,9 %) et de la consommation des ménages (+0,4 % après +0,2 %). La contribution du commerce extérieur est en revanche nulle sur le trimestre. Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,8 % en 2024.

Au Japon, le PIB s'est contracté de 0,5 % au premier trimestre 2024 après une croissance nulle au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par une diminution de la consommation des ménages (-0,7 %), de l'investissement (-0,3 %) et des exportations de biens et services (-5,0 %). Le FMI table sur une progression du PIB de 0,9 % sur l'ensemble de l'année 2024.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,2 % en 2024. L'activité serait particulièrement dynamique en Inde (+6,8 %) et en Chine (+4,6 %) et dans une moindre mesure en Russie (+3,2 %) et au Brésil (+2,2 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 23 mai 2024.